

violence sont très répandus, il peut se présenter des situations où il faudrait modifier les règles normales relatives à la mise en accusation et prolonger la période accordée pour l'élaboration du dossier des poursuites. On devra peut-être se demander s'il n'y a pas lieu de modifier la loi en ce qui a trait aux perquisitions et aux arrestations. Je ne me prononce pas, toutefois, sur ce point. Nous devrions nous entretenir avec les forces de l'ordre, les associations du barreau, toutes les personnes en cause...

**M. Woolliams:** Appeler le premier ministre.

**M. Allmand:** Quant à déclarer le FLQ illégal, personnellement, je ne vois pas qu'on puisse le faire efficacement. On le pouvait l'automne dernier, car il existait un groupe qui se disait le FLQ et depuis longtemps; ses membres avaient commis des actes criminels, dont des meurtres et des attentats à la bombe, et il convenait, à mon avis, de le déclarer illégal par des mesures appropriées. Mais je ne vois pas comment nous pourrions le faire en présentant une nouvelle mesure; cela aussi, c'est discutable.

Le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) a présenté un amendement par lequel il cherche tout simplement à mon avis, à employer un comité spécial comme tribunal pour juger ce que le Parlement a décidé l'automne dernier.

**M. Woolliams:** Quelles âneries!

**M. Allmand:** Ce serait un tribunal qui dirait si le gouvernement, en invoquant la loi sur les mesures de guerre et en adoptant la loi concernant l'ordre public, a eu tort ou raison. Une fois de plus l'opposition essaie de tirer parti, sur le plan politique, dans la mesure du possible, d'une situation très grave. Ce genre de réexamen de ce que le Parlement a fait l'automne dernier ne rime à rien. Nous pourrions en discuter pendant des mois, des années.

● (9.40 p.m.)

La situation s'était aggravée. Si le gouvernement n'avait pas agi comme il l'a fait en vertu de la loi sur les mesures de guerre et ne l'avait ensuite remplacée par la loi concernant l'ordre public, personne ne peut deviner ce qui serait arrivé. Dès lors, nous devons regarder vers l'avenir, pas en arrière. À mon avis, on ne gagnera rien à transformer ce comité en tribunal. Tout cela n'aboutirait qu'à beaucoup de sectarisme politique et à une tentative de juger de nouveau des choses du passé.

Dans son discours, le député de York-Sud a parlé comme si la situation au Québec l'automne dernier avait été causée par l'invocation de la loi sur les mesures de guerre.

**M. Woolliams:** Il n'a pas du tout dit cela.

**M. Allmand:** Ma foi, il a semblé le dire. Cependant, bon nombre d'entre nous au Québec avaient l'impression que le FLQ avait enlevé deux hommes, qu'il avait menacé le gouvernement du Québec et tout le Canada en demandant le relâchement de certains prisonniers, en exigeant \$500,000 et d'autres choses. Nous avons l'impression que ces incidents se sont d'abord produits et que le gouvernement qui, pendant longtemps, avait été très

[M. Allmand.]

patient, s'inquiétait des libertés civiles et, en essayant de résoudre les problèmes au moyen des dispositions ordinaires du Code criminel, il avait beaucoup hésité à édicter les règlements décrétés sous le régime de la loi sur les mesures de guerre. Le gouvernement a agi après les menaces dirigées par le FLQ contre les vies et les libertés.

À entendre le député de York-Sud, on pourrait croire que c'est le recours à la loi sur les mesures de guerre qui a été à l'origine de tous les problèmes du Québec. Il a dit s'être entretenu avec des Québécois qui ont déclaré que la situation avait empiré parce que le gouvernement avait agi comme il l'a fait etc. Ce ne sont pas les mesures prises par le gouvernement en vue de protéger la population qui sont à l'origine des problèmes du Québec. Ces problèmes sont le fait de l'action poursuivie pendant sept ans par un groupe dénommé FLQ qui a tenté de disloquer les structures de la société, et a effectivement disloqué ces structures, en recourant, sous différentes formes, à des actes de violence.

Comme si rien ne s'était passé, le député d'Egmont (M. MacDonald), le député de York-Sud et le député de Calgary-Nord, qui appartiennent tous soit au parti conservateur, soit au NPD, ne cessent de poser cette question: Qu'est-ce qui nécessitait le recours aux mesures adoptées par le gouvernement l'automne dernier? Je voudrais citer un article écrit par James Stewart dans le *Star* de Montréal, et où on peut lire:

Presque personne ne s'attendait à l'escalade du terrorisme qui a galvanisé le Québec et tout le Canada en octobre 1970. Nous aurions peut-être dû être prêts. En passant en revue toutes les déclarations et les interventions du Front de Libération du Québec au cours des sept dernières années, on s'aperçoit que les responsables de ces actes de violence ne reculent devant rien.

Mais, ce ne serait rien de plus qu'une énumération, les résultats à moitié oubliés de sept ans d'explosions, de vols et de coups de main par le FLQ au nom de l'indépendance du Québec et de la révolution socialiste globale: sept morts, beaucoup de blessés: en moyenne une bombe mise en place tous les dix jours.

Imaginez, monsieur l'Orateur, une bombe en moyenne tous les dix jours pendant sept ans! J'aimerais bien savoir combien de temps le député d'Egmont aurait toléré qu'un groupe prétendant vouloir changer le régime par la violence dans sa province pose des bombes tous les dix jours. Il me semble que dans sa province dont la population totale est à peu près la même que celle de ma circonscription, la violence se résume généralement à celle de quelques ivrognes le samedi soir. Je me demande combien de temps le député aurait toléré un plasticage à chaque décennie pendant sept ans. Aurait-il quand même adopté la position qu'il a prise en Chambre aujourd'hui et au cours des derniers mois? Il ne s'agissait pas de plasticages à l'aveuglette, mais bien de plasticages lourds de sens, l'œuvre d'individus résolus, d'après eux, à changer le système socio-politique par la violence.

Certains députés ont soutenu que d'après les recherches et les enquêtes effectuées, il n'y a eu que quelques hommes, quelques fusils, quelques couteaux, quelques caisses de dynamite, etc. C'est peut-être vrai. Mais je prétends, monsieur l'Orateur, qu'il ne faut pas beaucoup d'hommes sérieusement acquis à la violence, à la forme de guérilla urbaine que nous voyons maintenant dans le